



LA COCCINELLE, AVEC VOUS EN TOUS POINTS ...

## Revue de presse économique de l'APST

---

*1<sup>er</sup> au 10 Avril 2019*

*Avec Les Partenaires de l'APST*



### **Aérien.**

#### **➔ Norwegian augmente ses fréquences au départ de Paris-CDG vers les Etats-unis ;**

Pour la saison printemps-été 2019, Norwegian augmente ses fréquences de vols directs au départ de Paris-Charles de Gaulle vers Los Angeles, Fort Lauderdale-Miami, Orlando et Denver.

Los Angeles, Denver et Miami

Face au vif succès rencontré sur les ligne vers Los Angeles, Denver et la Floride, la low-cost long-courrier a décidé d'augmenter leurs fréquences. La compagnie qui proposait déjà un vol quotidien tous les après-midis vers Los Angeles, ajoute un 8<sup>ème</sup> vol le vendredi matin vers la Cité des Anges. Deux vols supplémentaires entre Paris et Fort Lauderdale-Miami sont également inscrits au programme de cette nouvelle saison printemps-été 2019. Ainsi, Fort Lauderdale-Miami est desservie 3 fois par semaine depuis Paris. Norwegian, seule compagnie à opérer des vols directs entre Paris et Orlando et Paris propose 2 services par semaine jusqu'à fin octobre 2019. Enfin, la seule route directe existante entre Paris et Denver, exploitée par Norwegian, reprend pour une 2<sup>ème</sup> saison avec une fréquence de 3 vols par semaine.

Aller simple à partir de 159,90 €

Norwegian maintient des tarifs low cost vers les Etats-Unis. Au départ de Paris, le voyageur peut partir à la découverte des grandes métropoles américaines à partir de 159,90€ aller-simple, en vol direct. Le calendrier des bas tarifs mis à disposition des internautes est le moyen le plus efficace pour découvrir les meilleurs tarifs proposés par Norwegian.

<https://www.air-journal.fr> 07/04/19.

### **Conjoncture.**

### ➡ **La croissance sera moins élevée que prévu selon le gouvernement.**

Le gouvernement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour la période 2020-2022. L'hypothèse est désormais de 1,4% par an.

La croissance sera moins élevée que prévu selon le gouvernement La croissance sera moins élevée que prévu selon le gouvernement

Il y a un an, la trajectoire de croissance était fixée par le gouvernement à 1,7% chaque année pour la période 2020 à 2022. Dans le programme de stabilité envoyé à la Commission européenne (et partagé par Le Figaro), l'exécutif revoit la croissance à la baisse : désormais, la croissance ne devrait pas dépasser les 1,4% chaque année d'ici la fin du quinquennat. Pour 2019, la prévision tombe à 1,4%, c'est 0,5 point de moins que la précédente estimation...

Les autres chiffres portent la marque des difficultés macro-économiques subies non seulement par la France, mais aussi par l'Europe dans son ensemble. Le déficit de l'Hexagone sera de 1,2% du PIB en 2022, contre 0,3% précédemment prévu. La dette publique sera ramenée à 96,8% seulement, alors que l'estimation initiale était de 89,2%. L'endettement ne devrait reculer que de 1,6 point, au lieu des 5 points sur lesquels le candidat Macron s'était engagé.

L'an dernier, le gouvernement avait fait savoir à Bruxelles que le taux des dépenses publiques allait reculer de 4 points d'ici la fin du quinquennat : finalement, la baisse ne sera que de 3 points. L'exécutif a visiblement pris en compte le ralentissement de l'activité visible ces derniers mois.

<https://www.journaldeleconomie.fr/04/04/19>

## **Économie.**

### ➡ **La France a maintenu en 2018 son attractivité à l'international.**

Pas facile de vanter l'attractivité de la France par les temps qui courent. Sur le fond, les entreprises étrangères ne se sont pas, récemment, détournées de l'Hexagone, sensibles à l'arrivée d'un jeune chef de l'État à l'esprit réformateur. Mais sur la forme, les vidéos des violences liées au mouvement des «gilets jaunes», diffusées dans le monde entier depuis plusieurs mois maintenant, sont calamiteuses pour l'image du pays.

Pour l'heure, le bilan reste plutôt positif. Selon les chiffres de Business France, l'agence pour l'internationalisation des entreprises et l'attractivité, 1323 décisions d'investissement ont été recensées en 2018, soit une hausse de 2 % par rapport à 2017. En revanche, les emplois découlant de l'investissement étranger reculent de près de 10 %, s'élevant à 30.302 en 2018, contre 33.489 en 2017. «Ce résultat est dû à la baisse du nombre d'emplois sauvegardés lors de reprise (- 4000 emplois), suite au recul du nombre de reprises de sites en difficulté», souligne Business France. En d'autres termes, les investisseurs se risquent de moins à moins à se pencher sur les cas d'activités moins florissantes, considérant qu'il n'y a rien à en faire.

En revanche, les décisions de nouvelles implantations ont atteint les 741 en 2018, en hausse de 14 %. Les investissements dans les activités de production recouvrent toujours le quart des nouveaux projets recensés quand ceux dans les fonctions stratégiques sont en hausse.

«La France convainc toujours plus les investisseurs étrangers, surtout dans les secteurs majeurs pour notre avenir, l'industrie et l'innovation», se félicite le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Lequel rappelle que «l'implantation d'usines dans nos territoires, c'est de l'activité et des emplois sur le long terme».

Entreprises américaines

L'an dernier, et pour n'en citer que quelques-uns, l'entreprise espagnole Garnica, spécialisée dans la fabrication de panneaux de contreplaqué, a décidé d'installer une nouvelle usine de 40.000 m<sup>2</sup> près de Troyes. Le groupe allemand Knauf Insulation a établi son nouveau site de production de laine de roche sur la zone d'Illange (Moselle). L'entreprise américaine Postprocess Technologies a choisi Sophia-Antipolis pour sa première implantation en Europe. Quant à Uber, il a installé à Paris son premier centre de R&D en dehors de l'Amérique du Nord. «Chaque année, les géants mondiaux de la Tech (Cisco, Google, Facebook...) renforcent leur présence dans l'Hexagone», note Pascal Cagni, le président de Business France.

Les États-Unis sont d'ailleurs redevenus en 2018 le premier pays investisseur en France, avec 18 % des projets recensés, statut qu'ils avaient perdu en 2017 au profit de l'Allemagne. Les investissements européens demeurent prédominants, avec 61 % des investissements, contre 58 % en 2017.

Les pouvoirs publics voient dans ces résultats un savant mélange des réformes menées ces dernières années mais aussi de notre tradition industrielle, de la richesse des talents ou de la révolution numérique dont la France s'est emparée. «Pour transformer l'essai, il est essentiel de maintenir la dynamique des réformes. Le monde nous regarde. Et chacun mesure l'importance de l'enjeu, dans un contexte social qui révèle que la France n'est pas épargnée par le clivage entre ceux qui se considèrent comme "gagnants" et ceux qui se ressentent comme "perdants" dans la mondialisation», conclut le directeur général de Business France, Christophe Lecourtier.

<http://premium.lefigaro.fr> 04/04/19.

Les grandes entreprises sont les plus mauvais payeurs

En 2018, le retard de paiement moyen s'est stabilisé à 11 jours au-delà des 60 jours réglementaires, selon le rapport annuel de l'Observatoire des délais de paiement dévoilé par Les Échos. Des retards sont responsables chaque année de 25% des faillites.

Les retards de paiement se stabilisent. Ils restent toutefois élevés avec des paiements qui sont intervenus en 2018, en moyenne 11 jours après les 60 jours réglementaires, selon le rapport annuel de l'Observatoire des délais de paiement dévoilé par Les Échos. Par ailleurs, les entreprises payant à l'heure leurs factures sont de moins en moins nombreuses: il est tombé en 2018 de 44% à 41,8%, avance le quotidien économique.

Surtout les conséquences de ces paiements tardifs sont dévastatrices puisqu'ils sont responsables de 25% des faillites des petites entreprises. «Toutes les petites entreprises sont confrontées un jour ou un autre à ce problème», affirme Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises, interrogé ce matin sur RTL. «Ces chefs d'entreprises nous disent, j'ai reçu un bon de commande d'un grand groupe, d'une grande administration, j'ai livré ce qu'il m'était commandé, j'ai envoyé la facture et normalement je devrais être payé dans les 60 jours sauf que les jours passent et je ne suis toujours pas payé or moi je dois payer mes employés, mon Ursaf, mes impôts et là je suis en difficulté», ajoute-t-il.

Le gouvernement dévoile les noms des pires entreprises

Le portrait-robot de ces mauvais payeurs est, comme les années précédentes, celui d'une grande entreprise. De fait, plus la taille de l'entreprise croît, plus les délais de paiement s'allongent. Les plus mauvais payeurs sont donc les groupes de plus de 5000 salariés et ils affichent des retards de paiement de plus de 15 jours contre plus de 10 pour les structures de 3 à 5 salariés. «Il y a encore trop de négligence, voire d'indifférence à ce sujet, de la part des grandes entreprises», confie la présidente de l'Observatoire, Jeanne-Marie Prost, dans LesÉchos. «Les grandes entreprises se permettent, exprès ou pas, de ne pas payer en temps et en heure leurs fournisseurs et de les mettre en difficulté», confirme le médiateur.

Le gouvernement a choisi de rendre public les noms des plus mauvais élèves pour les inciter à agir. Ce dernier a en effet récemment dévoilé les noms de l'américain Amazon, du chinois Huawei - qui ont tous deux écopé d'une amende de 375.000 euros - mais aussi de Canal + International, DHL, Sephora, ou encore des groupes publics comme la Française des Jeux, La Poste ou la RATP. Reste à savoir si cette stratégie permettra aux petites entreprises d'être payées par leurs clients dans les temps.

<http://premium.lefigaro.fr> 08/04/19.

## Ressources Humaines.

## ➔ **Entreprise: les nouvelles aspirations des jeunes salariés.**

Branle-bas de combat dans le 17<sup>e</sup> palmarès des entreprises où il fait bon travailler en France. Le profil des sociétés lauréates cette année n'a plus grand-chose à voir avec celles qu'on y trouvait il y a moins d'une décennie. Ainsi les filiales tricolores de Microsoft, Volkswagen Group ou encore Abbott figuraient encore en 2010 dans le top 10 des entreprises de 500 à 5000 salariés plébiscitées. Mais trimer aujourd'hui dans un groupe qui compte parmi les leaders de son secteur ne suffit plus à attirer les talents et encore moins à les retenir. «Les collaborateurs recherchent quelque chose de plus profond», souligne Xavier Fontanet, l'ancien PDG d'Essilor dans la préface du livre de Fabienne Alamelou-Michaille, savamment intitulé *Manager avec son âme*, la méthode des grands dirigeants pour mettre l'humain au cœur du travail.

Une quête de sens particulièrement prégnante chez les jeunes générations qui accordent aussi une grande importance à leur équilibre entre vies professionnelle et privée. Leur premier objectif? Acquérir de nouvelles compétences et se développer personnellement, selon une étude de l'Edhec Business School réalisée en juin 2018. L'épanouissement personnel (45 %), gagner sa vie (13 %) et favoriser le développement durable social et environnemental (12 %) sont d'ailleurs les principaux éléments qui contribuent à donner du sens au travail selon cette enquête. «La rémunération n'est plus le driver principal des jeunes. Si leur travail ne les épanouit pas, ils sont prêts à démissionner, ce qui aujourd'hui est beaucoup mieux admis par l'environnement», relève Manuelle Malot, directrice du NewGen Talent Centre de l'école de commerce.

Si les diplômés étaient prêts à temporiser cinq ans pour atteindre leur but professionnel il y a un quart de siècle, l'impatience est l'apanage des générations Y et Z qui ne veulent pas attendre. Moins de six ans après la fin de leurs études, 48 % des jeunes de moins de 30 ans ont quitté leur premier poste - dans lequel ils sont en moyenne restés 22,5 mois.

Valeurs humanistes

Certains n'hésitent pas à partir d'un grand groupe pour rejoindre une structure plus modeste mais davantage en phase avec leurs valeurs. Ou alors pour créer leur propre structure. «C'est une vraie tendance de fond: ces jeunes ne se mettent pas de barrière. Ce qui compte, c'est l'aventure, l'autonomie et l'engagement de la mission. Cette génération s'est assignée pour tâche de transformer un modèle en train de s'essouffler et qui arrive à bout», pointe Lucie Pascutto, fondatrice de Mindful Attitude qui dispense des formations dans des grands groupes et des ETI confrontées à des problématiques de transformation de leur organisation. «Les jeunes ont besoin d'être engagés. Dans un environnement qui évolue en permanence, où l'incertitude est grande, où tout est volatil, la notion d'utilité et de contribution individuelle et collective prend plus de place», confirme Anne Lebel, DRH de Natixis.

Rien d'étonnant donc à ce que nombre d'entreprises s'interrogent désormais sur le sens à donner à leur action au-delà de la performance économique. Mais ces aspirations en désarçonnent plus d'une et les DRH ne savent pas toujours donner les clés à leurs managers pour y répondre. «Le rôle du leadership est précisément de montrer le rôle social de l'entreprise et construire cette conscience du collectif. Nous devons préparer nos leaders à être des guides capables de mobiliser et d'expliquer ce sens, plutôt que d'être des contrôleurs et des organisateurs du temps de travail. Il faut mettre en place des organisations qui valorisent le travail collectif», jure Anne Lebel.

Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que pour attirer et retenir les talents, les actions des sociétés doivent être en adéquation avec leurs discours. «Elles doivent à la fois avoir une vision et une ambition claire du projet d'entreprise et porter des valeurs humanistes en ce sens», assure Olivier Derrien, directeur général du développeur de logiciels Salesforce France, qui se classe en tête du classement Great Place to Work pour la seconde année consécutive. C'est en ce sens que, chez Salesforce, chaque collaborateur peut se mettre au service d'une association pendant sept jours maximum en étant payés par l'entreprise. «En 2017, ce sont 15 000 heures qui ont été données et l'an dernier 23 000, pointe Olivier Derrien. La performance de l'entreprise intègre cette valeur dans ses indicateurs et c'est aussi pour ça que les jeunes diplômés viennent chez nous.»

<http://premium.lefigaro.fr> 03/04/19.

## **Tourisme.**

## ➡ **Vacances de Pâques: les destinations préférées des Français.**

Pour les vacances scolaires de printemps, qui débutent samedi prochain pour la zone B, certains Français ont prévu de partir, notamment les couples mais surtout les familles. Cette année et pour cette période, le site de réservation lastminute.com enregistre une hausse des départs de 18% par rapport à l'année dernière. Pourtant, selon Alain Capestan, directeur général du Comptoir des voyages, même si le taux de réservation évolue, «la croissance est dans des proportions inférieures si l'on compare avant le mouvement des gilets jaunes». Néanmoins, selon Ana Domenech, directrice France de lastminute.com, «en terme de petites vacances, celles de Pâques connaissent le plus grand nombre de départs à hauteur de 15%, suivi de la Toussaint avec 9%».

Parmi les destinations privilégiées, la Tunisie arrive en haut du classement pour lastminute.com. A seulement trois heures de vol de Paris, ce pays ensoleillé y était déjà en tête l'an passé. Cette destination enregistre une croissance constante des réservations de package, vol et hôtel, avec une augmentation de 28% depuis le début de l'année. Selon Ana Domenech, «la Tunisie a toujours été une destination à succès même si l'on a observé une baisse en 2015 à la suite des événements qu'a connu le pays. Mais les réservations ont repris en 2018, avec une belle progression depuis le début de l'année 2019». Derrière lui, la Crète, la République Dominicaine, les îles Canaries et l'île Maurice. Des destinations plus ou moins éloignées, mais avec un point commun: un climat doux, voire chaud pour les îles lointaines. La Tunisie n'est pas le seul pays d'Afrique du Nord à plaire: l'Egypte ou le Maroc attirent également les touristes. Depuis le début de l'année, les deux pays connaissent respectivement une hausse des réservations de 54% et 30%. Alain Capestan ajoute que «la situation se détend après le Printemps arabe. Mais aussi, c'est le dernier moment pour partir là-bas car après il fait trop chaud. De même pour Oman ou la Jordanie».

Pour le site de location d'appartements et de maisons hometogo.fr, New York s'impose dans le classement des destinations les plus recherchées pour la période des vacances de Pâques, soit du 5 avril au 5 mai. La «grosse pomme» se place en première position en remplaçant Amsterdam, numéro un l'an dernier. Son prix par nuit à 193€ n'excède pas celui de Londres s'élevant à 207€. La capitale britannique n'est pas la seule ville d'Europe à être présente dans le classement des villes les plus recherchées. Rome et Lisbonne sont également présentes en septième et dixième positions. Sur le site Internet, les départements d'Outre Merne sont pas en reste: la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion se suivent à la suite. Respectivement, le budget moyen par nuit sur chacune de ces îles atteint les 83€, 84€ et 76€.

Plus surprenant, hometogo.fr place en 6e position des villes recherchées par les vacanciers la ville de Berck dans le Pas-de-Calais. La commune fait l'objet d'un succès assez inattendu (devançant même Rome et Londres dans les villes les plus recherchées) connaît un succès notamment grâce à l'événement proposé dans sa ville. Chaque année s'y déroule une édition des Rencontres Internationales de Cerfs-Volants, du 6 au 14 avril. Une activité qui semble attirer les foules.

Enfin, après la plage et la ville, il y a la montagne. La station de ski de Val Thorens se place en cinquième position des destinations les plus plébiscitées pour les vacances de printemps. Ce village, du domaine des 3 Vallées, est célèbre pour ses 2300 mètres d'altitudes et constitue ainsi la station village la plus haute d'Europe. La hauteur de ses pistes enneigées permet ainsi de garder de la neige jusqu'à tard dans l'année, contrairement à d'autres stations.

<http://premium.lefigaro.fr 03/04/19>.

## ➡ **Vous pourrez bientôt aller n'importe où dans le monde en seulement une heure.**

Selon les investisseurs, SpaceX transportera des personnes de l'autre côté de l'Atlantique en moins de 30 minutes en utilisant des vols de fusée.

Le SpaceX Starship d'Elon Musk, qui travaille actuellement sur les voyages en roquette, pourrait potentiellement rendre obsolètes les voyages en avion long courrier.

Cela prendrait seulement 29 minutes pour un voyage de Londres à New York et moins de 60 minutes de Londres à Sydney.

Les investisseurs disent que le marché actuel des vols de plus de 10 heures va probablement se terminer une fois que la fusée de point à point sera lancée dans l'espace extra-atmosphérique.

Le marché de ce nouveau mode de voyage représentera 15 milliards de livres sterling par an d'ici 2030, selon la société d'investissement suisse UBS.

UBS prévoit également que l'industrie du tourisme spatial tournera autour de 2,3 milliards de livres d'ici 2030.

Les roquettes seront lancées dans la haute atmosphère pour parcourir les longs trajets. Elles se déplaceront dans l'espace avec une vitesse incroyable avant de revenir sur Terre.

Selon les experts financiers, ce type de voyages à grande vitesse constituera un marché lucratif pour les sociétés spatiales telles que Virgin Galactic et SpaceX, déjà engagées dans une course au tourisme spatial.

« Bien que certains voient dans la science-fiction le potentiel d'utiliser l'espace pour desservir le marché des voyages long-courriers, nous pensons qu'il existe un marché important », a déclaré Myles Walton et Jarrod Castle, analystes chez UBS.

« Alors que le tourisme spatial en est encore à ses balbutiements, nous pensons qu'au fur et à mesure que la technologie deviendra éprouvée et que les coûts diminueront à cause de la technologie et de la concurrence, le tourisme spatial deviendra plus courant ».

Une fusée transportera des gens de Londres à Sydney en moins d'une heure, réduisant ainsi près de 22 heures de trajet en avion.

Le tourisme spatial vers des planètes proches, telles que Mars, ne sera plus un rêve, a annoncé le cabinet avant d'ajouter comment les hôtels s'engagent pour construire leurs avant-postes dans l'espace. Selon les analystes, l'industrie spatiale au sens large atteindra 750 Millions d'Euros d'ici 2030, contre environ 350 milliards aujourd'hui..

Trois entreprises milliardaires sont actuellement en concurrence pour devenir la première entreprise spatiale à envoyer des passagers dans l'espace: Blue Origin, PDG d'Amazon, Jeff Bezos, Elon Musk, fondateur de Tesla, et Virgin Galactic, de Sir Richard Branson.

UBS affirme que le marché est énorme, même si un petit nombre de passagers utiliseront probablement les voyages en roquette pour se déplacer sur Terre.

Par exemple, Virgin Galactic, qui a pris son envol pour la première fois en décembre dernier, 200 000 Euros pour une place sur l'un de ses vols commerciaux.

La taille des engins spatiaux sera un facteur limitant considérable pour le nouveau mode de déplacement potentiel.

Les fusées Starson d'Elon Musk ne pourront transporter que 100 personnes et il est improbable qu'une telle fusée puisse transporter plus de 300 personnes dans un avenir proche, a déclaré UBS.

<https://www.vonjour.fr> 05/04/19.

## ➡ Les stations de ski des Alpes se mobilisent contre le Brexit.

Michel Giraudy, le maire de Bourg-Saint-Maurice, en Savoie, a appelé à une manifestation dans sa commune ce samedi 6 avril, dès 7 heures. Selon lui, le Brexit va directement impacter les stations de ski des Alpes, très prisées des Britanniques.

Ce matin, à Bourg-Saint-Maurice (Savoie), les Britanniques achèvent leurs vacances et repartent à Londres sous les pancartes «We love you!» et «No Brexit!». Pour déclarer leur flamme aux Britanniques et dire «non» au Brexit, les habitants de la vallée de la Tarentaise, en Savoie, ont décidé de se réunir deux heures avant le départ du train, dès 7 heures, à la gare de Bourg-Saint-Maurice.

Au programme, cafés, croissants, pancartes et chansons d'amour pour les 400 voyageurs prévus. «Nous chanterons les hymnes britannique, français et européen», annonce Michel Giraudy, le maire de Bourg-Saint-Maurice, une station de ski savoyarde. «Sans oublier une chanson de Vera Lynn qui date de 1944, We'll meet again, nous nous retrouverons, je ne sais pas quand, je ne sais pas où».

Pourquoi? «On est quasiment la banlieue de Londres!» s'amuse à dire Michel Giraudy. Et de fait: il s'agit durant tout l'hiver, du terminus de l'Eurostar. Grâce à lui, en trajet direct, les Londoniens mettent environ 9-10 heures pour venir skier dans les Alpes. Soit, depuis 6-7 ans, deux trains par week-end contenant chacun 1 000 personnes. Et il est fort probable que, ce samedi matin, le dernier Eurostar de la saison 2019 au départ de Bourg-Saint-Maurice, à 9h34, soit également le dernier avant le Brexit.

«L'Europe, on la connaît», s'enorgueillit cet Européiste revendiqué. 50% de la clientèle de la station voisine Les Arcs est britannique, et de manière générale, dans la vallée de la Tarentaise, c'est un quart de la clientèle qui vient d'outre-Manche. Au total, 500.000 Britanniques viennent skier chaque hiver dans la région. «Ici, résume Michel Giraudy, ils trouvent la montagne et la neige qu'ils n'ont pas chez eux. Il y a beaucoup de Britanniques alpinistes. Ils adorent les Alpes». Et de préciser: «De tous les

Britanniques que j'ai consultés récemment, aucun d'entre eux ne s'est prononcé favorable au Brexit. Ils sont tous très inquiets pour leur avenir».

Si Michel Giraudy déplore le Brexit, c'est, au-delà de ses propres convictions, parce que cela va avoir un impact direct pour la région. «Il faut savoir qu'ici, il y a près de 1 500 Britanniques qui vivent chez nous, qui ont retapé des vieilles maisons dans des villages abandonnés. Ils participent grandement à la vitalité de la vallée». «Aujourd'hui, ces Britanniques s'inquiètent grandement pour leur retraite. Ils pourraient être amenés à devoir rentrer chez eux».

Mais ce que craint avant tout le maire, c'est que «la livre Britannique baisse encore. Si ça dégringole, les prix vont grimper». Or, Michel Giraudy relève «beaucoup d'opérateurs Britanniques de tourisme installés, qui gèrent des hôtels, des chalets». Aujourd'hui dans ces logements, le personnel est avant tout britannique «car le coût de la main-d'œuvre y est plus faible». Si le Brexit fait ressurgir le principe des visas, «j'ai peur que ces opérateurs ne rentrent chez eux», craint le maire. «Le business finit toujours par l'emporter».

Michel Giraudy souligne également les prochaines difficultés administratives pour obtenir un visa. «C'est inimaginable de se dire que désormais, on va peut-être devoir demander un visa au consulat de France à Londres!»

Dernier point sensible: la douane. Depuis 2015, et l'État d'urgence, une dizaine de douaniers viennent les week-ends d'hiver pour contrôler les passagers de l'Eurostar. «Ils viennent en particulier contrôler si des migrants n'entrent pas à bord», développe le maire, «sauf qu'avec le Brexit, il est prévu qu'il y ait des contrôles renforcés. Vous vous imaginez 300 personnes qui attendent au même endroit pour se faire contrôler dans la gare de Bourg-Saint-Maurice?»

Pour Michel Giraudy, toutes ces interrogations font redouter le pire. «Avec le Brexit, il est probable que moins de monde vienne ici. Or, pour maintenir l'Eurostar, il faut du monde à bord. Si on supprime l'Eurostar, il y aura encore moins de monde, et ça pourrait grandement impacter la région».

*<http://premium.lefigaro.fr> 07/04/19.*